

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement d'Occitanie
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette - CS 70069
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cave Les Vignerons du Narbonnais

3, rue Coluche
11590 Ouveillan

Références : UID11/66-C1-2025-245

Code AIOT : 0006600267

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement Cave Les Vignerons du Narbonnais implanté 3, rue Coluche 11590 Ouveillan. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan d'inspection pluriannuel des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cave Les Vignerons du Narbonnais
- 3, rue Coluche 11590 Ouveillan

- Code AIOT : 0006600267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cave vinicole comprenant un dispositif de traitement de ses effluents (bassins de stockage et d'évaporation).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a relevé au niveau du site 3 et de la zone "entrepôt" plusieurs dérivés qui portent sur :

- des extincteurs mal positionnés ou inaccessibles,
- un espace de stockage de cartons en désordre,
- des stockages extérieurs de palettes éparpillées,
- un véhicule en stationnement devant le poste transformateur électrique.

Ces points évoqués avec l'exploitant le jour de la visite demandent à être corrigés afin de renforcer la surveillance et la sécurité des installations.

A cette fin, il est demandé à l'exploitant (3 mois) de :

- mettre de l'ordre dans le stockage de cartons,
- rendre accessibles l'ensemble des extincteurs,
- définir des zones de stockage extérieures de palettes de bois,
- à l'exception des véhicules d'intervention, empêcher tout stationnement ou stockage à proximité ou devant le transformateur électrique

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.2 ; 3.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.2 ; 3.2.2 ; 3.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.2 ; 3.2.2 ; 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Conception et gestion des réseaux et points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Collecte et traitement des eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Collecte et traitement des eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Collecte et traitement des eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Collecte et traitement des eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 1.2	Sans objet
2	Consistance des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 1.2.3	Sans objet
3	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.1 ; 3.1.1	Sans objet
4	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.1 ; 3.1.1	Sans objet
11	Collecte et traitement des	Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eaux usées industrielles		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, le site est propre et bien entretenu.

Le site est conçu et aménagé pour que les eaux d'écoulement et d'extinction soient collectées vers le réseau de refoulement des effluents en direction des bassins de stockage et d'évaporation.

Compte tenu de la large capacité de rétention des bassins, les vannes de sélection réseau communal/bassins selon les périodes de vendanges et hors vendanges sont, par défaut, maintenues en position réseau bassins de stockage et d'évaporation.

Le site comprend une zone entrepôt (produits conditionnés, carton, bouteilles vides et à l'extérieur du stockage de matériel de réparation ..) à l'écart des installations mais connexe à l'activité du site : Cette zone qui n'est pas classable sous la rubrique entrepôt ne dispose pas d'aménagement particulier destiné à collecter les éventuelles eaux d'extinction. ==> Une réflexion est demandée afin que, dans un premier temps, l'exploitant ait la connaissance du sens d'écoulement, de l'exutoire communal extérieur et, dans un second temps, anticipe à des actions d'isolement du réseau communal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Classement du site			
Prescription contrôlée :			
Rubriques ICPE concernées			
Constats :			
Les rubriques concernées restent identiques à celles qui ont fait l'objet d'un PAC en 2023 ==> Un APC est en cours pour acter l'accord de principe. Une correction est apportée à la rubrique 1185 : 670 kg au lieu de 633 kg, sans incidence sur le classement, ni sur les enjeux. Déclarations de l'exploitant (non vérifiées le jour de la visite).			
Production de 2024 de l'ordre de 122000 à 130000 hL/an. Ci-après, la liste des rubriques ICPE retenues pour le classement du site :			
R u b r i q u e d e c l a s s e m e n t	L i b e l l é d e l' i n s t a l l a t i o n	C a r a c t é r i s t i q u e s d e l' i n s t a l l a t i o n	R é g i m e
2251-1	Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des	C a p a c i t é d e v i n i f i c a t i o n : 150 000 hL/an Capacité	E

	l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3642. La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 000 hl/an	000 hl/an Capacité de cuverie : 257 050 hl	
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	7 bassins d'évaporation d'une surface totale de 65 325 m ² La cavetraite les effluents d'autres sites	A
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité déclarée 670 kg	DC
2910-A2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque	Puissance thermique des installations 4,3 MW réparti en : - 1 chaudière au gaz naturel de 1800 kw - 1 chaudière au	DC

	<p>2931 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>chaudière au gaz naturel de 2400 kw</p>	
292-1b	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 kW</p>	<p>La puissance thermique évacuée maximale est de 2271 kW :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 TAR de 466 kW, - 1 TAR de 875 kW, - 1 TAR de 930 kW. 	DC
413-3b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p>	<p>Quantité déclarée de SO₂ sous forme gazeuse : 1500 kg</p>	D

	par inhalation. 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t		
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Consistance des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Prescription contrôlée : La cave viticole est composée principalement de : <ul style="list-style-type: none"> • site 1 : zone de réception de la vendange, atelier de pressurage, atelier de thermovinification, atelier de macération, atelier de filtration, atelier fermentation, atelier énergie, une zone technique, les bureaux et locaux sociaux, zone de prétraitement des effluents ; • site 2 : zone de chai des blancs et le bâtiment de stockage des produits finis ; • site 3 : zone d'élaboration et vinification des vins, zone entrepôt ; • la canalisation de transfert des effluents vers les bassins d'une longueur de 1,6 km ; • 7 bassins d'évaporation de 65325 m2.
Constats : Pas d'évolution sur la partie traitement des effluents par bassins de stockage et d'évaporation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.1 ; 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau
Prescription contrôlée : Aucun prélèvement d'eau dans le milieu, y compris concernant la lutte contre un incendie ou les exercices de secours, n'est autorisé. L'alimentation en eau pour les usages nécessitant une qualité « alimentaire » est assuré par le réseau communal. Tout prélèvement direct dans les eaux de surface (rivière, lac, nappe alluviale etc.) ou souterraines est interdit. Il n'y a pas de captage d'eau ou de forage sur le site. L'exploitant doit chercher à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire, notamment par

l'usage d'eau en surpression pour les lavages.
Constats : L'alimentation en eau de process du site se fait exclusivement via le réseau d'alimentation BRL. Pas de captage ou de forage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.1 ; 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Ressource en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi mensuel de sa consommation d'eau, notamment dans les bâtiments où se situent les ateliers les plus consommateurs d'eau. Des compteurs divisionnaires doivent être installés sur les principaux ateliers et sur les différentes sources d'alimentation, avec à minima un compteur pour les effluents extérieurs. Outre le compteur général, l'exploitant maintient en place les moyens de comptage nécessaires au suivi mensuel de sa consommation d'eau dans les ateliers : <ul style="list-style-type: none"> - Bureaux et sanitaires - Tours aéroréfrigérantes - Site 2 : Ces relevés sont consignés au registre.
Constats : Les modalités en place répondent à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.2 ; 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des réseaux d'eaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. On doit distinguer en particulier le réseau d'eaux pluviales, d'eaux usées industrielles et d'eaux sanitaires. Le réseau de distribution publique d'eau sanitaire doit être protégé contre tout retour de liquide par un dispositif anti-retour de type dysconnecteur, entretenu conformément à la réglementation, et installé sur chaque point de raccordement. Le suivi des dysconnecteurs est consigné au registre. Tout piquage sur le réseau AEP doit donner lieu à une protection de ce réseau par un disconnector hydraulique entretenu conformément à la réglementation et positionné à l'aval immédiat du raccordement au réseau public.

<p>Toute communication entre le réseau d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite. L'arrêt au point d'alimentation en eau des installations doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.</p> <p>Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux usées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible. Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.</p> <p>Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.</p> <p>L'exploitant tiendra à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus. Les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes devront être raccordées au réseau d'eaux usées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan des réseaux est disponible, mais celui-ci doit être mis à jour pour faire apparaître les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le sens d'écoulement des eaux de ruissellement sur les sols et les collecteurs d'eau associés, - le réseau de collecte des eaux devant l'espace des bureaux administratifs, - le positionnement des réseaux en cohérence avec la configuration terrain, - le sens d'écoulement des eaux de ruissellement et le réseau de collecte associé de la zone "entrepôt" du site 3. <p>L'exploitant ne dispose pas d'informations relatives à la dispersion des eaux d'extinction en cas d'incendie de la zone "entrepôt". L'exploitant doit définir des modalités d'interventions permettant d'isoler le réseau communal d'éventuelles eaux d'extinction en provenance de la zone "entrepôt".</p> <p>La zone parking devant les bureaux administratifs peut être destinataire d'écoulements d'effluent ou de vinasses : Cette zone n'est pas munie d'un dispositif d'obturation du réseau de collecte communale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre à jour le plan des réseaux (3 mois). Définir des modalités d'interventions permettant d'isoler le réseau communal d'éventuelles eaux d'extinction en provenance de la zone "entrepôt" (3 mois). Mettre en place un dispositif d'obturation (type ballon de baudruche...) de la canalisation d'évacuation des écoulements de la zone de collecte devant les bureaux administratifs vers le réseau communal (3 mois).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 6 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.2 ; 3.2.2 ; 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :
eaux usées industrielles,
eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
eaux pluviales de toiture,
eaux de refroidissement,
eaux vannes...

Les points de rejet des eaux pluviales de l'établissement doivent être clairement identifiés et mentionnés sur le plan du réseau de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.

Leur nombre doit être aussi réduit que possible.

Un point de contrôle visuel et de prélèvement d'échantillons doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Tout raccordement au réseau pluvial, des zones de travail en plein air susceptibles de recueillir des eaux usées telles que :

- aire de lavage,
- quais de réception de la vendange,
- aire d'entreposage des marcs est interdite.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les eaux polluées non traitables dans les bassins sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

<p>Le site comporte deux séparateurs d'hydrocarbures pour le traitement des eaux pluviales de ruissellement avant rejet dans le réseau communal : Ces deux équipements font l'objet d'un contrôle visuel annuel qui confirme depuis plusieurs années le bon état et la non nécessité d'une intervention : situation en cohérence avec le positionnement des vannes réseau en permanence orienté vers les bassins de stockage et d'évaporation des effluents.</p> <p>Le réseau est en grande partie enterré : l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer le bon état de ce réseau enterré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'anticiper des dérives dans l'état des réseaux enterrés du site, l'exploitant est invité à définir et mettre en œuvre des modalités de surveillance périodique (3 mois).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.2 ; 3.2.2 ; 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation n'émet pas de rejets d'effluents. Seuls des rejets pluviaux sont autorisés. Les dispositifs de rejet sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des eaux dans le milieu récepteur. Les ouvrages de collecte doivent être dimensionnés pour accepter les effets d'une précipitation au moins décennale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir points précédant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir points précédents (3 mois).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets pluviaux
Prescription contrôlée : Préalablement à leur rejet dans le milieu naturel, toutes les eaux pluviales du site transitent via un dispositif de traitement de type débourbeur - séparateur à hydrocarbures (classe A, rejet inférieur à 5 mg/l ; 20 % du débit décennal du site, soit 80 l/s ; vannes martelières). Une vanne martelière permet de retenir une éventuelle pollution accidentelle dans chacun des dispositifs. Les eaux pluviales du site 2 transitent via un bassin de décantation de 280 m ³ minimum. Il présente un double débit de fuite : - un premier de 5 l/s en fond de bassin, - un second de 30 l/s pour un remplissage de 185 m ³ du bassin. Le bassin comprend un ouvrage de surverse de 4 mètres de large, permettant d'évacuer un débit de pointe en situation future correspondant à l'épisode exceptionnel et estimé à 0,216 m ³ /s. Le mur de soutènement situé en bordure de l'emprise du bassin est protégé de façon à ce que la réalisation du bassin ne mette pas en péril ses fondations. Les eaux pluviales rejetées dans le réseau communal doivent être incolores, inodores et ne pas dépasser en concentration instantanée les valeurs des critères de qualité suivants : <ul style="list-style-type: none"> • matières totales en suspension (MEST) : concentration inférieure à 35 mg par litre ; • demande biochimique en oxygène (DBO5) : 30 mg par litre ; • hydrocarbures totaux : 5 mg par litre ; • pH compris entre 5.5 et 8.5.
Constats : Voir points précédents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir points précédents (3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Collecte et traitement des eaux usées industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Principe
Prescription contrôlée : Ces eaux usées comprennent les effluents vinicoles issus de tous les bâtiments de la cave, les eaux collectées sur les aires de travail en plein air, l'aire de lavage du matériel de transport de la vendange et les eaux pluviales ou de ruissellement dont la qualité ne permet pas le rejet direct dans le milieu naturel. Les réseaux de collecte de ces eaux usées doivent être raccordés à l'une des unités de prétraitement de la cave. Tout dispositif permettant de rejeter ces eaux usées dans le milieu naturel ou le réseau public d'égout est interdit en toute circonstance.

<p>Constats :</p> <p>Voir constats précédents.</p> <p>Le revêtement de collecte des effluents est visuellement dégradé en de nombreux endroits. L'exploitant explique qu'il y a un programme de réfection avec environ 200000€/an alloué à cette opération de réfection par tranche.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure, le jour de la visite, de présenter la planification de réfection des sols par zone.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir constats précédents.</p> <p>Afin d'apprécier la pertinence du plan de réfection des sols et réseau de collecte des effluents, il est demandé à l'exploitant de produire le plan d'action annualisé et couvrant la totalité des zones concernées par ce besoin de rénovation périodique (3 mois).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Collecte et traitement des eaux usées industrielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Effluents – Pré-traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prétraitement des effluents sont composées :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une fosse d'homogénéisation de collecte en inox de 18m³ des effluents de la cave (20°C maximum) et équipé d'un dispositif d'obturation ; d'un dégrilleur à peigne automatique ; d'un compteur volumétrique ; de pompes de refoulement assurant le transport des effluents entre la fosse de collecte et les bassins d'évaporation avec un débit moyen de 25 m³/h ; d'une canalisation de diamètre 110mm et de 1,6 km de longueur. <p>Une fois pré traitées, les eaux usées industrielles sont refoulées dans les bassins d'évaporation naturelle de la cave par canalisation enterrée dont le tracé est répertorié sur plan avec tous les éléments de sécurité rattachés.</p> <p>Le poste de prétraitement assure la décantation et le tamisage des effluents à la maille de 1 mm maximum, et le refoulement des effluents tamisés par au moins deux pompes dont une en secours du débit de pointe.</p> <p>L'ensemble est dimensionné pour faire face aux débits de pointe de la production d'effluents. Une alarme doit permettre de visualiser immédiatement un défaut de pompe.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan détaillé du poste de prétraitement et de ses annexes.</p>

Constats :
Voir constats précédents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Voir constats précédents (3 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Collecte et traitement des eaux usées industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents – Traitement
Prescription contrôlée : Seules les eaux usées issues du processus vinicole et tamisées à la maille de 1 mm peuvent être admises dans les bassins d'évaporation, à l'exclusion de tout autre rejet et produit utilisé par la cave. Sont aussi autorisés dans les bassins les eaux industrielles issues d'autres caves qui doivent présenter les mêmes caractéristiques que celles de la cave. L'accueil d'effluents extérieurs est autorisé sous réserve de vérification préalable par l'exploitant de la capacité épuratoire de ses bassins. L'accueil des effluents extérieurs se fait au niveau de la cave, sur une aire de déchargement respectant les prescriptions prévues à l'article 5.2.4 ci-dessous. Tout autre mode de traitement doit être porté à la connaissance de l'inspecteur des installations classées avant sa réalisation. En particulier, tout déversement d'effluents dans le réseau public d'égout doit faire l'objet d'une convention de déversement avec la collectivité propriétaire des ouvrages et validée par le service de police environnementale dont relève le système d'assainissement. Le site des bassins d'évaporation est clôturé par un grillage d'une hauteur minimum de 2 m avec portail d'accès fermé. Le site des bassins est accessible en tous temps.
Constats :
Les dispositions relevées le jour de la visite répondent à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Collecte et traitement des eaux usées industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins – Entretien
Prescription contrôlée : Tous les ouvrages du système d'assainissement de la cave et en particulier le réseau de collecte

<p>jusqu'au poste de prétraitement, les postes de pompage et la conduite de refoulement doivent être étanches.</p> <p>L'étanchéité des caniveaux de la cave est assurée par un revêtement béton, inox, résine époxydique ou équivalent dont l'entretien est réalisé régulièrement.</p> <p>L'état des canalisations de transfert des effluents et celle de refoulement des effluents de la cave vers les bassins sont contrôlées tous les 10 ans maximum (épreuve telle que le test à la pression ou équivalent permettant une vérification approfondie de leur intégrité).</p> <p>S'agissant des bassins d'évaporation en argiles compactées, la perméabilité des fonds et des digues doit être inférieure à 10-9 m/s.</p> <p>Le compactage, l'étanchéité et le bon état de l'ensemble de ces ouvrages sont contrôlés par un hydrogéologue lors de leur mise en service ou à la demande de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les contrôles de l'étanchéité des bassins sont réalisés conformément aux règles de l'art, consignés dans un rapport dont une copie est gardée à la disposition des services de l'Etat durant toute la vie de l'installation.</p> <p>Ces contrôles comportent au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure de la perméabilité du fond et des digues, - la mesure de l'épaisseur d'argile compactée, - l'évaluation de l'homogénéité du compactage, - l'examen visuel du bassin. <p>En cas de défaut d'étanchéité d'un des bassins d'évaporation, le déversement des effluents devra être suspendu, et l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour éviter toute contamination des eaux souterraines y compris la vidange du bassin et en informer l'inspection des installations classées. Pour éviter le développement de fentes de dessiccation et entretenir l'imperméabilité des fonds des bassins, l'exploitant doit maintenir une lame d'eau au fond de ceux-ci en période sèche.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir constat précédents.</p> <p>Site des bassins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dernière vérification de la canalisation de rejet vers les bassins date du 21/01/2022. - la végétation est abondante sur l'ensemble du site : difficile de se déplacer facilement: l'exploitant annonce un passage de nettoyage pour juillet 2025 (dernière intervention réalisée le 23/08/2024).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir constats précédents (3 mois).</p> <p>S'assurer de la bonne réalisation du nettoyage du site des bassins pour le mois de juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>
<p>N° 13 : Collecte et traitement des eaux usées industrielles</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/01/2024, article 3.4</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Bassins – Fonctionnement

Prescription contrôlée :

Le volume maximum admissible d'effluents à traiter dans les bassins est de 46 736 m³ par an en considérant un déficit hydrique de 0,84 m³/m²/an.

La capacité de traitement est actualisée en fonction du déficit hydrique moyen des années précédentes, ces éléments techniques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit réaliser une répartition des effluents dans les bassins.

Les caractéristiques du système d'évaporation retenu sont les suivantes :

- Surface utile des bassins : 65 325 m²
- Lamé d'eau maximale : 0,50 m

Celui-ci permettra notamment de traiter les effluents provenant d'une éventuelle rupture de cuve.

Chaque bassin sera muni de rampe d'accès permettant l'accès au fond du bassin pour son curage. Une solution alternative pour le traitement des effluents doit être prévue par l'exploitant et mise en œuvre afin d'empêcher le dépassement de ces niveaux, y compris en cas d'évènement pluviométrique exceptionnel.

En cas de capacité épuratoire insuffisante des bassins, l'exploitant devra prendre des dispositions pour traiter ses effluents en externe par une filière autorisée.

Tout autre mode de traitement des effluents devra faire l'objet à minima d'un porter à connaissance auprès du service en charge de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre des moyens de surveillance de ses bassins pour lui permettre d'agir dans les délais suffisants pour prévenir toute fuite d'effluent que ce soit par débordement, infiltration ou érosion des digues.

Dans chaque bassin, la hauteur de la lame d'eau lue sur une échelle limnimétrique est relevée au moins une fois par mois.

Cette information est consignée sur un registre avec les informations suivantes :

- consommation totale d'eau depuis le dernier relevé,
- le volume d'effluent déversé dans chacun des bassins depuis le dernier relevé,
- la hauteur des précipitations enregistrée depuis le dernier relevé par une station météorologique installée à proximité.

Ces relevés sont accompagnés de tout commentaire utile à leur compréhension tel que les incidents survenus sur le système de traitement ou de distribution d'eau et les dispositions prises pour y remédier.

Ces registres doivent être archivés pendant une période d'au moins trois ans et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les bassins seront régulièrement curés.

Dès lors qu'il projette de curer un bassin, l'exploitant adressera, au moins 3 mois avant l'intervention, à l'inspecteur des installations classées un plan d'épandage relatif aux boues qui seront curées en fond de bassin ou une convention de reprise de ces boues par un prestataire dûment agréé s'il y a lieu.

Constats :

Voir constats précédents.

Très peu d'effluents stockés dans seulement deux bassins.

Chaque bassins dispose de sa propre règle de lecture de hauteur d'effluents.

Des conventions sont signées pour des apports extérieurs : les documents méritent d'être

renforcés sur la partie caractéristique des effluents extérieurs et modalité de vérification d'échantillon en cas de doute sur la qualité de l'apport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir constats précédents : nettoyage du site des bassins (1 mois). Prochaine campagne 2026-2027 : compléter les conventions d'apport d'effluents extérieurs sur les caractéristiques et les modalités de contrôles (prélèvements, analyses...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois